
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.64056

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Adolf M. BIRKE, *Die Bundesrepublik Deutschland. Verfassung, Parlament und Parteien*, München (Oldenbourg) 1997, VIII–157 p. (Enzyklopädie deutscher Geschichte, 41).

Est-il nécessaire de rappeler encore l'intérêt exceptionnel des ouvrages de cette collection-phare dont le plan est toujours articulé en trois parties: un bref survol de l'état présent des connaissances, suivi de l'évocation des problèmes fondamentaux et de l'état de la recherche, puis en dernier lieu d'une présentation des sources, des divers instruments de travail et enfin d'une bibliographie méthodique.

Le titre de l'ouvrage, incomplet, peut induire le lecteur en erreur car en réalité c'est l'histoire institutionnelle de la seule période de 1945 à 1982 qui est présentée ici. La présentation des faits (première partie) propose une articulation classique: les temps de l'occupation, l'ère Adenauer 1949–1963, puis les années 1963 à 1969, d'Erhard à Kiesinger et enfin l'ère sociale-libérale jusqu'à la chute du gouvernement Schmidt. L'auteur réussit le tour de force de présenter en cinquante pages l'évolution institutionnelle mais aussi politique de la RFA jusqu'en 1982 en centrant son analyse sur les moments essentiels. Ainsi, par exemple, il montre comment Adenauer a su utiliser son rôle d'interlocuteur des Alliés au Petersberg et l'absence de ministère des Affaires étrangères pour instaurer sa »Kanzlerdemokratie«. Au total, l'auteur expose avec concision les questions fondamentales du régime.

Le spécialiste attend davantage de la seconde partie qui constitue un exposé d'une vaste érudition. Cette partie compte quatre chapitres et soixante pages. La première brosse un rapide résumé de l'état de la recherche. Birke note l'absence d'une étude institutionnelle globale, en dépit de l'abondance des publications disponibles. Ce chapitre porte aussi sur les questions relatives à la fondation de la RFA. Le second chapitre est consacré à l'historiographie du système gouvernemental (vingt pages) où se trouvent évoquées, bizarrement, aussi la question du système électoral et celle de la sociologie électorale. Pourquoi ne pas les avoir intégrées dans le chapitre suivant sur l'histoire des formations politiques? Enfin, le dernier chapitre évoque l'historiographie de la question allemande (*Deutsche Frage*). Adenauer s'y taille la part du lion. Il est question de son attitude vis-à-vis de la note de Staline de 1952 à laquelle des auteurs continuent d'accorder du crédit. Birke espère que l'ouverture des nouvelles archives permettra d'apporter de nouveaux éclairages.

En conclusion de cet excellent outil de travail, Birke relève que la période de l'occupation et l'ère Adenauer sont encore les mieux explorées.

Alfred WAHL, Metz

J. K. A. THOMANECK, Bill NIVEN, *Dividing and Uniting Germany*, London (Routledge) 2001, X–105 S. (Making of the Contemporary World).

Ziel der Verfasser des vorliegenden Büchleins ist, eine kurze Einführung in Hintergründe und Verlauf der deutschen Teilung und Vereinigung für britische Studenten zu liefern. Die Autoren haben sich für einen Mittelweg zwischen faktologischem Abriss und interpretierendem Essay entschieden. Ausgewogenheit ist nicht ihre Stärke, was etwa daraus hervorgeht, daß sie das Grundgesetz aufgrund seiner fehlenden plebiszitären Elemente als einen Versuch bewerten, »to reconstruct democracy without the demos« (S. 20), und einseitig die autoritären Züge der westdeutschen Gesellschaft der fünfziger Jahre hervorheben. Demgegenüber wird bei der Skizzierung des entstehenden DDR-Systems kaum nach sowjetischen Einflüssen gefragt; die Bestimmungen der DDR-Verfassung werden referiert, ohne hinreichend zu verdeutlichen, daß diese die tatsächlichen Machtverhältnisse nur verschleiern sollte. Die Verantwortung für die Teilung wird einseitig den Westmächten (und der Regierung Adenauer) angelastet, da sie die sowjetischen Vorschläge eines neutralisierten Deutschland wiederholt zurückgewiesen hätten. Die sowjetischen Ziele werden hingegen nicht thematisiert. Erst mit dem Mauerbau hätten die Sowjetunion und die DDR die Teilung verstärkt,

die der Westen zuvor mit seiner Politik beschleunigt habe. Die Vereinigung Deutschlands 1990 einseitig als Übernahme des Ostens durch den Westen zu deuten, paßt in die tendenziöse Sichtweise der Verfasser.

Hinzu kommen eine Reihe von unzureichenden und daher schiefen Erklärungen. So bleibt unklar, daß es den Vertretern der »neuen Ostpolitik« nicht nur um »friedliche Koexistenz« ging, sondern auch langfristig um die Überwindung der deutschen Teilung; die »Briefe zur deutschen Einheit«, die den Ostverträgen beigelegt wurden, finden daher auch keine Erwähnung. Die Ambivalenz der Entspannungspolitik im Hinblick auf Stabilisierung und Destabilisierung der DDR kommt ebenfalls nicht zur Sprache. Daß die DDR als deutscher Teilstaat – im Unterschied zur Bundesrepublik – ihre alleinige Legitimation aus Antifaschismus und Sozialismus ziehen mußte und daher prinzipiell nicht reformierbar war, entgeht den Verfassern, wenn sie der DDR-Führung 1989 lediglich schlechtes Krisenmanagement vorwerfen.

Die Bibliographie am Ende der Arbeit ist nichts anderes als ein Sammelsurium von Büchern und Aufsätzen vornehmlich in englischer Sprache. Hinweise auf wichtige Quelleneditionen wie etwa die Akten zur Vorgeschichte der Bundesrepublik Deutschland und die Dokumente zur Deutschlandpolitik sucht man vergeblich. Das gleiche gilt für Standardwerke wie etwa die fünfbandige Geschichte zur Bundesrepublik Deutschland aus den achtziger Jahren oder die Darstellungen zur SBZ/DDR-Geschichte von Hermann Weber und Dietrich Staritz. – Insgesamt: ein überflüssiges, streckenweise ärgerliches Buch.

Hermann WENTKER, Berlin

Burkard SCHMITT, Frankreich und die Nukleardebatte der Atlantischen Allianz 1956–1966, München (Oldenbourg) 1998, VIII–276 p. (Militärgeschichtliche Studien, 36).

À partir du milieu des années cinquante, les questions nucléaires occupent une place grandissante dans les débats stratégiques au sein de l'OTAN; elles sont au cœur de la répartition des rôles dans l'Alliance atlantique. L'auteur porte son analyse sur la position française dans les années 1956–1966. Sur un sujet déjà bien étudié, il nous donne une synthèse ample et précise, fondée sur le dépouillement d'une grosse bibliographie et sur l'exploitation d'une documentation considérable; aux nombreuses sources imprimées s'ajoutent des fonds d'archives du ministère français des Affaires étrangères et du Service historique de l'Armée de l'Air, ce qui permet des aperçus nouveaux et des mises en question de certaines interprétations.

Il en ressort que jusqu'au milieu des années soixante, en matière nucléaire, la France était davantage disposée à coopérer qu'on ne le dit habituellement.

Tout en lançant un programme nucléaire national, la IV^e République, devant l'attitude dilatoire des États-Unis et le bilatéralisme anglo-américain, s'engage dans un partenariat avec la RFA et l'Italie, cherchant à concilier ambition nationale, construction européenne et intégration atlantique, de manière à améliorer la position de la France dans les structures de l'Alliance atlantique et à compter davantage dans la politique internationale. Dans les années 1958–1961, de Gaulle compte y parvenir directement, sans passer par l'Europe, par une coopération nucléaire avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, objectif majeur de la réforme de l'OTAN qu'il réclame; loin de vouloir prendre des distances vis-à-vis des États-Unis, il est prêt à accroître l'engagement de la France dans l'OTAN. Le conflit éclate seulement sous Kennedy dont les conceptions sur l'Alliance atlantique et sur la stratégie nucléaire ne laissent aucun espace aux vues françaises et excluent la collaboration recherchée par de Gaulle.

L'affrontement franco-américain sur les questions atomiques devient un débat de fond sur l'Alliance atlantique. La proposition américaine de MLF (Multilateral Force) est une réaction aux revendications françaises. L'auteur retrace les péripéties des négociations sur ce